



55274

Distr.: LIMITEE

ECA/DMD/ESPD/CHDCS/99/6

25 août 1999

**NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion du Comité du développement
humain et de la société civile

Addis-Abeba (Ethiopie)
21-23 juin 1999

**CONSTITUTION ET FONCTIONS DU COMITE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN ET
DE LA SOCIETE CIVILE**

100

100

100

100

100

100

100

100

Mandat législatif et termes de référence du Comité du développement humain et de la société civile

I. CONTEXTE

L'Assemblée générale des Nations Unies, au cours de sa douzième session ordinaire, à adopté la résolution 1155 (XII) du 26 novembre 1957 recommandant que la prochaine session du Conseil économique et social examine favorablement la création de la Commission économique pour l'Afrique.

Le Conseil économique et social, ayant examiné la résolution de l'Assemblée générale 1155 (XII) du 26 novembre 1957, recommandant d'apporter une aide efficace aux pays et territoires d'Afrique, conformément à l'Article 68 de la Charte des Nations Unies, a créé la Commission économique pour l'Afrique par sa résolution 671 (XXV) adoptée le 29 avril 1958.

Parmi les termes de référence de la Commission on peut citer que:

- a) La Commission pourra établir toute liaison qu'elle jugera appropriée avec des organisations intergouvernementales en Afrique dont l'activité s'exerce dans le même domaine;
- b) La Commission adoptera son propre règlement intérieur, y compris le mode d'élection de son président et des autres membres de son bureau;
- c) Le budget administratif de la Commission sera financé sur les fonds de l'Organisation des Nations Unies;
- d) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nommera le Secrétaire exécutif de la Commission;
- e) La Commission présentera au Conseil économique et social, une fois par an, un rapport complet sur son activité et ses projets ainsi que sur ceux de tous ses organes subsidiaires;
- f) Le siège de la Commission et de son secrétariat sera établi en Afrique. La Commission pourra, en temps utile, créer dans la région les bureaux locaux qu'elle jugera nécessaire;
- g) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera la première session de la Commission aussitôt que possible, au plus tard avant la fin de l'année 1958 ;
- h) Le Conseil économique et social devra de temps en temps passer en revue le programme de la Commission.

C'est de ce contexte qu'émane le mandat législatif de la Commission¹. La Commission est le principal organe délibérant du secrétariat.

¹ La Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification constitue la « Commission », lorsqu'elle est en réunion.

La Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification, a adopté la résolution 826 (XXXII) en avril 1997, par laquelle les ministres ont mis en place les organes délibérants de la CEA et ont introduit de nouveaux organes subsidiaires traitant des questions importantes de développement auxquelles le continent est confronté. Parmi ces organes et organes subsidiaires (Par, «B4»), les ministres ont mis en place le Comité sur le développement humain et de la société civile.

« Le Comité aura pour vocation de promouvoir des mesures destinées à renforcer la société civile et le développement humain. Il permettra à la CEA de s'appuyer, dans ses travaux, sur les avis des experts des secteurs public et privé et de la société civile. Ce Comité mènera des activités de promotion et de suivi des programmes d'action arrêtés aux niveaux mondial et régional tels que le Programme d'action de Copenhague du Sommet mondial sur le développement social et de la Charte africaine de la participation populaire au développement et de la transformation, examinera les principales questions et tendances d'intérêt régional touchant le développement social et la société civile ».

Il servira de forum pour examiner des questions spécifiques liées au développement humain et social ainsi qu'à la participation populaire et au rôle de la société civile. A cet égard, le Comité vise à renforcer la cohérence du programme de travail de la CEA dans les domaines du développement humain et social ainsi qu'à approfondir le dialogue politique avec les Etats membres. Le Comité se réunira tous les deux ans. Les termes de référence du Comité sont les suivants:

- a) Aider les Etats membres à encourager le suivi de la mise en oeuvre des programmes de travail dans le domaine du développement humain et de la participation populaire;
- b) Fournir des conseils à la Commission à l'occasion de l'élaboration de ses programmes de travail dans le domaine du développement humain et de la participation populaire;
- c) Encourager l'intégration des dimensions sociales et humaines dans les politiques, plans et programmes de développement macro-économique et sectoriels;
- d) Déterminer et mettre en évidence les principaux problèmes de développement économique et social en vue de promouvoir des politiques et des stratégies aux fins du développement humain et de la participation des populations au développement.

II. DIRECTIVES OPERATIONNELLES

Le Comité du développement humain et de la société civile (CDHSC) accomplit les fonctions suivantes:

- i) Procéder à une analyse des questions urgentes liées au développement humain et à la société civile ;
- ii) Formuler des recommandations en ce qui concerne les politiques pertinentes sur ces questions en vue de guider les actions des responsables africains et d'autres partenaires de développement, y compris le secteur privé;
- iii) Evaluer les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des plans d'action régionaux et mondiaux, à savoir: la Déclaration d'Arusha sur la participation populaire et la

Déclaration de Copenhague et Plan d'action dans le domaine social et recommander des stratégies pour en améliorer la mise en oeuvre;

- iv) Fournir l'orientation du travail de la CEA en examinant le programme de travail et ordre de priorités de la Division de la politique économique et sociale et de la Division de la gestion du développement;
- v) Suivre les activités des Etats membres dans les domaines susmentionnés au moyen de rapports soumis à la CEA.

III. RECOMMANDATIONS

Puisqu'il est prévu que le CDHSC travaillera en collaboration avec d'autres organismes concernés, le Comité a, à sa réunion inaugurale fait les recommandations suivantes à porter à l'attention de la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social:

1. Relations du Comité avec les organismes/institutions des Nations Unies concernés

- i) Le CDHSC servira de forum régional d'experts s'occupant des questions de développement humain et de la société civile en tant qu'activités mandatées par l'Assemblée générale des Nations Unies ;
- ii) Le CDHSC servira d'organe consultatif régional de la Commission sur les questions liées au développement humain, à la société civile et à la bonne gouvernance en Afrique et assurera le suivi des actions touchant à la mise en oeuvre de la Déclaration d'Arusha sur la participation populaire, de la Déclaration de Copenhague et d'autres programmes pertinents.

2. Relations entre le CDHSC et d'autres institutions

Le CDHSC apprécie la valeur de la coordination et du partage de données d'expérience et coopérera avec d'autres institutions compétentes engagées dans des activités liées au développement humain, social, du secteur privé, à la société civile et à la bonne gouvernance.

Le CDHSC collaborera également avec les autres six comités techniques sous les auspices de la CEA et encouragera la liaison et la communication régulière avec ces comités.

3. Modalités

a) Composition

La composition du Comité est la suivante :

- i) Gouvernements des Etats membres de la CEA ;
- ii) Organisations-mères des OSC aux niveaux national, sous-régional et régional ;
- iii) Organisation-mère régionale du secteur privé ;
- iii) OUA.

La CEA assurera le secrétariat du CDHSC.

b) Le Bureau

Le Bureau est ainsi composé :

Cinq membres représentant les trois membres du Comité, à savoir, le Gouvernement, les OSC et le secteur privé. Le Bureau comprendra les membres recommandés par les trois membres, comme suit:

- i) 2 du gouvernement ;
- ii) 2 des organisations de la société civile ;
- iii) 1 du secteur privé.

Les cinq membres du bureau éliront parmi eux un président, trois vice-présidents et un rapporteur.

c) Durée

- i) Le Bureau siège pendant une seule session ordinaire du Comité. Le Bureau reste en fonction jusqu'à l'élection du nouveau Bureau.
- ii) En consultation avec le secrétariat de la CEA, le Bureau pourra tenir des réunions entre les sessions s'il le juge nécessaire.

d) Lieu des réunions

Les réunions du Comité se tiendront, sur invitation, dans l'un des Etats membres. En l'absence de toute proposition tendant à accueillir la réunion, celle-ci aura lieu au siège de la CEA.

e) Financement

- i) Les participants prendront en charge leurs frais de participation aux réunions. Cette disposition n'interdit pas aux participants de chercher à obtenir une assistance financière auprès des organismes donateurs;
- ii) La CEA financera la réunion des membres du Bureau.

f) Coordination

Chaque Etat membre de la CEA créera un comité national du développement humain et des activités de la société civile. Ce comité comprendra :

- i) Les ministères intéressés;
- ii) Les représentants de la société civile, notamment des médias, des organisations de jeunes et du secteur privé.

g) Suivi et rapports

Deux types de rapports seront établis : des rapports annuels de la CEA sur ses activités dans les domaines du développement humain et de la société civile, y compris la participation populaire et des rapports nationaux biennaux consolidés (couvrant les volets suivants: les gouvernements, le secteur privé et la société civile) qui seront présentés au secrétariat de la CEA trois mois avant chacune des réunions du Comité. Le rapport sera établi conformément au format que la CEA et le Bureau auront arrêté et approuvé. Le Comité fera rapport à la Conférence des ministres de la CEA responsables du développement économique et social et de la planification par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier.

h) Observateurs

Vu le rôle important que l'Organisation des Nations Unies et les autres organismes internationaux jouent dans les domaines susmentionnés, il est recommandé de les inviter à participer aux réunions du Comité du développement humain et de la société civile en tant qu'observateurs.